

Nomination à la Commission de l'équité salariale

Les organisations syndicales déplorent ce mauvais choix

Montréal, le 20 juin 2007 – Réagissant à la nomination de Louise Marchand, nouvelle présidente de la Commission de l'équité salariale, les organisations syndicales, APTS, CSD, CSQ, FIQ, FTQ, SFPQ, SPGQ dénoncent le choix du gouvernement et déplorent qu'il n'a pas tenu compte de leur recommandation. « Nous avons émis des réserves concernant cette nomination, car nous considérons, qu'étant donné ses antécédents, Louise Marchand ne possède pas l'objectivité et la neutralité requises pour occuper cette fonction. Les dés sont pipés d'avance alors comment s'y prendra-t-elle pour serrer la vis aux associations patronales et aux entreprises récalcitrantes ? Comment s'assurer qu'il n'y aura pas de recul pour les femmes avec ses prises de position antérieures ? », de dire les porte-parole syndicaux.

Il y a quelques jours, la présidente actuelle, Rosette Côté, déplorait dans son bilan que les grandes associations patronales, comme le Conseil du patronat, la Fédération des chambres de commerce et les Manufacturiers du Québec n'aient rien fait pour accélérer l'application de la loi dans les entreprises et aient tenté par tous les moyens de retourner en arrière. Or, Louise Marchand a œuvré à la Fédération des chambres de commerce du Québec et au Conseil du patronat.

Beaucoup de travail reste à faire

Pour les organisations syndicales, la Commission de l'équité salariale a encore de nombreux défis à relever, entre autres, il faut poursuivre le travail accompli et s'assurer du maintien de l'équité salariale. Elle doit également s'assurer que les entreprises récalcitrantes seront rappelées à l'ordre. « Afin de pouvoir fonctionner les mains libres, la Commission doit maintenir un lien de confiance avec toutes les parties, un lien que vient de briser le gouvernement. Non seulement il ne doit y avoir conflit d'intérêt, mais en plus, la personne nommée à la présidence ne doit prêter flanc à quelques apparences de conflit d'intérêt. Par cette nomination, Québec se retrouve maintenant avec un très sérieux déficit de crédibilité», de conclure les porte-parole syndicaux.

Les organisations syndicales signataires

APTS : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

CSD : Centrale des syndicats démocratiques

CSQ : Centrale des syndicats du Québec

FIQ : Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

SFPQ : Syndicat de la fonction publique du Québec

SPGQ : Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

– 30 –

Renseignements : Marjolaine Perreault, CSQ, 514 235-5082
Lucie Proulx, APTS, 514 608-0594
Jacques Désy, CSD, 514 231-1273
Sandra Gagné, FIQ, 514 796-5093
Jean Laverdière, FTQ, 514 383-8032
Stéphane Caron, SFPQ, 418 564-4150
Michel Monette, SPGQ, 418 254-9218